

Obs'COP 2019

OBSERVATOIRE INTERNATIONAL CLIMAT ET OPINIONS PUBLIQUES

Le baromètre de la perception du changement climatique dans 30 pays

Près d'un tiers des citoyens doutent de l'origine humaine du changement climatique ou même de sa réalité

Paris, le 27 novembre 2019 - En tant qu'acteur majeur du secteur énergétique au niveau mondial et engagé pour la neutralité carbone d'ici 2050, EDF présente les résultats d'une étude d'opinion d'ampleur inédite menée par Ipsos dans 30 pays¹, dont les plus émetteurs de CO₂, et représentative des deux tiers de la population mondiale. EDF souhaite ainsi réaliser chaque année un état des lieux international des opinions, connaissances, attentes et niveaux d'engagement face au changement climatique pour nourrir la réflexion et participer à la recherche constructive de solutions pour l'avenir.

>> Les résultats sont en libre accès sur www.edf.fr/observatoire <<

CHANGEMENT CLIMATIQUE : CONNAISSANCES ET PERCEPTIONS DES POPULATIONS

- **Le changement climatique, un défi environnemental perçu comme majeur mais non exclusif**
20 pays sur 30 jugent négative la situation environnementale dans leur pays, parfois avec des jugements très sévères comme au Brésil, au Chili ou en Égypte. Ce n'est pourtant pas le changement climatique qui arrive en tête des inquiétudes dans le monde mais bien la question des déchets, dans le trio de tête quasiment partout et en premier dans un pays sur deux (52% en moyenne mondiale²). La pollution de l'air vient en second (45%) et le changement climatique en troisième (40%), juste devant la pollution de l'eau. Ce sont donc les pollutions au sens large qui inquiètent le plus, avec quelques spécificités : la pollution de l'eau est en tête en Amérique du Sud ; le climat est dans le trio de tête en Europe, en Amérique du Nord et en Asie seulement.
- **La réalité du changement climatique est incontestée, même si des doutes persistent sur son origine**
Le changement climatique en lui-même n'est quasiment plus contesté : seuls 8% des interviewés au niveau mondial doutent ou nient sa réalité (jusqu'à 19% aux États-Unis). Mais 23% doutent de son origine humaine, soit parce qu'ils pensent que c'est un phénomène naturel, soit parce qu'on ne peut pas savoir (jusqu'à 46% en Arabie Saoudite). Au final, 69% sont réellement convaincus que l'homme est bien la cause du changement climatique.
- **Ses causes sont souvent bien identifiées, malgré des confusions qui persistent**
Les émissions de gaz à effet de serre sont citées, à raison, comme une des principales causes du changement climatique par plus de 6 citoyens sur 10 (61%) et les pays les plus émetteurs de CO₂ sont bien identifiés : Chine (67%) et États-Unis (65%), ces deux pays se rejetant mutuellement le titre du plus gros émetteur. Les répondants attribuent également le changement climatique, dans certains cas à tort, à d'autres phénomènes, comme le trou de la couche d'ozone (31% au global, 52% en Égypte par exemple) ou à un phénomène naturel de réchauffement de la planète (30%).
Par ailleurs, les secteurs et activités identifiés par les répondants comme les plus émetteurs de CO₂ sont l'industrie (85%), les transports (85%), et la déforestation (83%) et les moins citées sont l'agriculture (46%) et l'informatique (38%). La production d'électricité, qui produit pourtant un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit plus que l'industrie³, n'est pas aussi clairement identifiée que cette dernière (59% contre 85%).

- **Les conséquences perçues sont multiples et de différentes natures**

La représentation du risque climatique, dans la majorité des pays, s'incarne dans la **catastrophe climatique extrême** (tempêtes, canicules, cyclones, incendies...) - 63%, et surtout au Japon et en Indonésie (90% et 76%). Viennent ensuite la désertification (46%, surtout au Chili et en Turquie : 74% et 61%) et la pollution de l'air et des sols (44%, surtout en Indonésie et en Inde : 58% et 57%).

Ces résultats élevés sont souvent corrélés aux effets ressentis du changement climatique dans sa région, que près de 8 personnes sur 10 constatent (78%), **majoritairement dans les pays du sud** (Colombie, Chili, Inde, Brésil, EAU, Egypte...). A contrario, des pays, majoritairement situés en Europe (Espagne, Italie, France, Pologne, UK) et le Japon, disent n'avoir remarqué que faiblement les conséquences du changement climatique dans leur région.

Pour autant, une courte majorité seulement (53%) estime que le changement climatique aura des conséquences uniquement négatives dans son pays. Près de 4 personnes interrogées sur 10 (35%) estiment, qu'à l'inverse, le changement climatique peut aussi avoir des effets positifs dans leur région, notamment pour les Norvégiens (57%), les Sud-Coréens (52%) ou les Nigériens (52%).

- **Malgré ces divergences, le changement climatique est perçu comme de plus en plus inquiétant au fil des ans**

De leur propre aveu, les trois quarts des habitants des 30 pays se disent plus inquiets qu'il y a cinq ans, 37% *beaucoup* plus inquiets et 37% *un peu* plus inquiets qu'il y a 5 ans. Les jeunes sont beaucoup plus inquiets que leurs aînés, mais uniquement en Europe (43% vs 30% pour les 55+) et en Amérique du nord (44% vs 27% pour les 55+). Ailleurs, leur niveau d'inquiétude n'est pas plus élevé.

CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUI DOIT AGIR EN PRIORITE ET QUE FAIRE ?

- **La mobilisation doit avant tout être portée par les gouvernements selon une majorité d'interviewés**

Pour 70% des répondants, les gouvernements sont les premiers acteurs à devoir agir, loin devant les citoyens (45%) et les entreprises (32%) peut-être parce que le changement climatique semble appeler naturellement la régulation publique ; peut-être, aussi, parce que les gouvernements ne sont pas toujours jugés au rendez-vous. À ce jour, ce sont d'abord les scientifiques (71%) qui sont perçus comme agissant réellement - même si, à ce stade, la notoriété du GIEC reste limitée (31%). Viennent ensuite les ONG (60%), les citoyens (55%) ... et enfin les gouvernements, pour moins de la moitié des répondants (48%). Ce sont les Européens qui sont les plus sévères sur l'action politique.

- **Changer de mode de vie pour sauver le climat ?**

Si près d'un tiers des répondants espèrent une solution contre le changement climatique provenant des **innovations technologiques**, une majorité d'entre eux (53%) pensent que la lutte contre le changement climatique passe d'abord par un changement des modes de vie.

55% des citoyens déclarent d'ailleurs **avoir déjà changé de mode de vie et de consommation...** mais quand on les interroge sur les actions du quotidien menées systématiquement, les taux au niveau global sont inférieurs à 50%. Les trois actions les plus répandues sont le tri des déchets (48%, particulièrement en Europe où les dispositifs de collecte sélective sont très développés), la consommation des fruits et légumes de saison (40%) et la limitation du chauffage ou de la climatisation (33%, particulièrement en Amérique du Sud, Asie et Afrique). La limitation des déplacements arrive bien après : 22% seulement limitent systématiquement les déplacements en avion, 18% ceux en voiture, devant le recours aux énergies renouvelables pour se chauffer ou produire leur électricité (16%).

Il existe aussi d'autres formes de mobilisation, avec 30% des répondants qui disent avoir quant à eux signé une pétition, boycotté des produits et 14% pris part à une manifestation. **Les plus jeunes** (16-24 ans) sont plus nombreux à s'être mobilisés sur ce dernier point (21%), **ce qui ne signifie pas qu'ils sont plus impliqués que leurs aînés dans les gestes du quotidien** : 36% d'entre eux seulement trient systématiquement ou presque leurs déchets, contre 63% des plus de 55 ans, 35% priorisent les fruits et légumes de saison contre 47% des plus de 55 ans.

- **Politiques publiques : quelles marges de manœuvre face aux opinions ?**

Parmi les solutions jugées les plus acceptables pour lutter contre le changement climatique, le recours aux énergies renouvelables est le plus consensuel (87% jugent cette mesure acceptable). Le remplacement des centrales au charbon ou fuel est aussi largement approuvé partout, qu'il s'agisse de les remplacer par des centrales au gaz (69%), voire des centrales nucléaires (59%).

Concernant l'obligation faite aux propriétaires **d'isoler leur logement** (63%) ou **l'instauration d'une taxe sur les énergies émettrices de CO2**, comme l'essence, (59%), ces mesures sont au global jugées plutôt acceptables. Ce sont les pays en développement parmi les pays les plus émetteurs de CO2 (Chine, Inde, Indonésie, Mexique) qui se déclarent les plus ouverts à une taxe carbone. Aux USA et au Canada, les résultats sont plus partagés (env. 50%), et encore plus faibles en Europe : les Français, Allemands et Polonais sont en tête des pays du refus (moins de 40% de favorables).

L'hypothèse **d'une augmentation de la taxe sur les ordures ménagères** (52% favorables au global) suscite aussi un fort rejet en Europe et en Amérique du Nord (env. 40% d'acceptation en moyenne), peut-être parce que les citoyens ont déjà le sentiment de faire des efforts via le tri sélectif. Ailleurs dans le monde, elle est plus acceptable (taux souvent supérieurs à 60%).

L'instauration de taxes qui renchérirait les produits importés (51% au niveau global) est nettement plus acceptée dans les pays en développement que dans les pays développés : ainsi des taux d'acceptation supérieurs à 60% en Inde, Nigeria, Afrique du sud, France, seule exception dans une Europe très réticente. À l'inverse, la Pologne et la Russie ont des taux d'acceptation inférieurs à 40%.

Enfin, **les interdictions ou limitations de déplacement** suscitent des réactions très tranchées. Si l'on parle de limiter la circulation dans les villes aux véhicules électriques ou hybrides (54% favorables au global), des pays comme l'Inde, la Colombie, le Chili, la Chine, le Mexique... mais aussi l'Espagne et l'Italie y sont favorables à plus de 60%, versus la France, la Suède, l'Allemagne, la Belgique et l'Amérique du Nord ... qui sont les moins favorables (taux inférieurs ou égaux à 35%). Si l'on évoque la possibilité d'imposer des péages urbains, les opinions se raidissent encore : seulement 11 pays sur 30 y sont favorables (vs 20/30 sur le fait de réserver les centres-villes aux voitures électriques avec des opposants les plus résolus en Allemagne et en France).

Pour Alexandre Perra, Directeur Exécutif en charge de l'Innovation, la Responsabilité d'entreprise et la Stratégie d'EDF : « *Les opinions publiques jouent déjà un rôle important dans la lutte contre le changement climatique. Dans certains pays, c'est même un aiguillon de l'action politique. Il nous semble donc essentiel de mesurer la profondeur de cette mobilisation à travers le monde, ainsi que son potentiel. Avec cette enquête internationale d'ampleur, qui sera renouvelée chaque année et dont les résultats seront en libre accès, nous voulons faire avancer le débat et l'action sur un enjeu qui va nous mobiliser pendant plusieurs générations.* »

Selon Guillaume Petit, Directeur du département Corporate Reputation, Ipsos France : « *L'Observatoire est un formidable outil de compréhension et d'action pour les parties prenantes engagées dans la lutte contre le changement climatique. Il permet de dresser une carte mondiale inédite de la manière dont est appréhendé le changement climatique. Surtout, il permet d'aller au-delà du simple constat, en mettant en lumière les écarts entre le niveau d'inquiétude - élevé - et la traduction en actes du quotidien, encore largement perfectible. Enfin, l'étude permet de comprendre les ressorts concrets de mobilisation des citoyens, sur un sujet où règne toujours une certaine confusion.* »

¹La méthodologie : sélection des pays sur la base de leurs émissions en CO2 en tonnes par an, selon leur localisation géographique, leur valeur d'exemplarité dans la lutte contre le réchauffement climatique et leur modèle économique-social : Afrique du sud, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Egypte, Emirats Arabes Unis, Espagne, Etats-Unis, France, Inde, Indonésie, *Italie, Japon*, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Russie, Singapour, Suède, Turquie. Echantillons représentatifs de la population entre 500 et 1000 personnes par pays ; méthode des quotas. Terrain réalisé par Internet entre le 7/09 et le 4/10/19.

²La moyenne mondiale est une moyenne arithmétique des résultats des 30 pays, qui ne tient pas compte de la population de chaque pays. Elle n'est donc qu'indicative.

³Source : GIEC, WG III Report, AR5 Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change, avril 2014.

A propos d'IPSOS

Leader des études en France et expert du comportement des consommateurs, des citoyens et des salariés, Ipsos intervient dans tous les secteurs d'activités. Nos experts accompagnent annonceurs, décideurs et institutions dans leurs stratégies marketing, leurs problématiques RH, leur positionnement de communication et leurs enjeux d'opinion depuis 1975.

Chez Ipsos, nous sommes passionnément curieux des individus, des marchés, des marques et de la société. Nous aidons nos clients à naviguer plus vite et plus aisément dans un monde en profonde mutation. Nous leur apportons l'inspiration nécessaire à la prise de décisions stratégiques. Nous sommes Game Changers.

A propos d'EDF

Acteur majeur de la transition énergétique, le groupe EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce, la vente d'énergies et les services énergétiques. Leader des énergies bas carbone dans le monde, le Groupe a développé un mix de production diversifié basé sur l'énergie nucléaire, l'hydraulique, les énergies nouvelles renouvelables et le thermique. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à environ 39,8 millions de clients (1), dont 29,7 millions en France. Il a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires consolidé de 69 milliards d'euros. EDF est une entreprise cotée à la Bourse de Paris.

Contacts presse IPSOS

- *Ariane Gateau / agateau@hopscotch.fr / 01 58 65 10 72*
- *Nina Tanguy / ntanguy@hopscotch.fr / 01 41 34 22 03*

Contact presse EDF

- *Mathieu Mahmoud / mathieu.mahmoun@edf.fr / 01 40 42 10 78*